



Une ridicule polémique s'est engagée, à l'initiative du chef de l'Etat, sur la comparaison entre les revenus de Henri Proglio à la tête de EDF et les revenus des footballeurs et autres sportifs. A l'école pourtant, lorsque j'apprenais les mathématiques, notre enseignante nous mettait en garde pour éviter de comparer les carottes avec des navets. Comparaison n'est pas raison, dit-on. Car le débat, ce n'est pas juste l'exorbitant montant de tous ces revenus. Ils ont tous quelque chose de choquant de toute façon. Mais certains sont payés par de l'argent qui provient uniquement du privé ; l'autre est payé avec de l'argent public, avec la facture de nos consommations d'électricité.

Le monde dans lequel nous vivons est celui-ci : d'un côté nous avons un employé de EDF qui est mis à pied pour avoir redonné de l'électricité à une famille démunie qui était privée d'énergie, de chaleur, et plein hiver. De l'autre, le patron de la même entreprise qui obtient une faramineuse augmentation de 45% par rapport à son prédécesseur. Avec, pour couronner le tout, Nicolas Sarkozy qui s'indigne qu'on puisse s'indigner.

Ceci est en réalité un combat idéologique. Il prépare un autre débat fondamental : celui des retraites. Bon, nous pouvons être sûr que lorsque nous défendrons la retraite à 60 ans, il ne nous prendra pas les sportifs en exemple, au moins... Fûté, Nicolas Sarkozy et le gouvernement attendent la fin des élections régionales pour ouvrir ce débat. Il sait que toucher aux retraites n'est pas très populaire. C'est pourquoi je reste encore abasourdi devant la déclaration de Martine Aubry disant qu'elle n'était pas défavorable à un recul de l'âge du départ en retraite. J'hésite devant ses motivations. Quand je suis de bonne humeur, je me dis que c'est un abandon avant même d'entamer le combat, que le PS se sent tellement affaibli qu'il craint le rapport de forces. Quand je suis de moins bonne humeur, je me dis que toutes ces belles personnes qui aspirent à nous diriger sont complètement coupées du monde, et ne perçoivent pas la réalité de nos concitoyens dans le monde du travail. Je me dis aussi que c'est un alignement sur le programme du MoDEM, qui est pour la retraite par points, et non plus par

répartition. Toujours est-il que c'est un bien mauvais coup porté à tous ceux qui devront ensuite lutter.

Préserver l'âge du départ à la retraite, ce n'est pas défendre un acquis archaïque. C'est défendre une meilleure répartition des richesses. Voilà, vous comprenez mieux pourquoi j'ai commencé cette note sur la question salariale. Nous vivons de plus en plus vieux, nous dit-on. Oui, et alors ? Lorsque la retraite a été inventée, nous vivions aussi plus vieux que lorsqu'elle n'existait pas et que les travailleurs mouraient à la tâche. Au fur et à mesure des années, l'âge du départ a avancé, pendant que le progrès faisait que nous continuions à vivre de plus en plus vieux. C'est normal, le progrès technique fait que nous pouvons désormais produire de plus en plus et de mieux en mieux. L'état de la planète nous alerte même sur le fait que nous produisons trop. Partir plus tôt ferait que nous ne produirions pas assez ? Faux ! Sinon, la productivité horaire du travailleur français ne serait pas la plus haute du monde ! Sinon, le chômage cesserait d'augmenter. Sinon, les plans de préretraites arrêteraient de croître. Sinon, les chômeurs de plus de 50 ans n'auraient pas autant de mal à retrouver du travail. Le montant des retraites est de plus en plus faible. Et allonger la durée du travail ne ferait que réduire encore plus ces montants.

Alors oui, il faut fourbir ses armes. Préparer ses arguments. S'attendre à une offensive. Non, Madame Aubry, il ne faut pas ouvrir une brèche dans laquelle la droite ne manquera pas de s'engouffrer. Il faut s'apprêter à résister. Construire un rapport de force. Je n'en connais pas de meilleur que de faire subir une défaite électorale à la droite. Ca donnera du courage à tout le monde. Dès le 14 mars, vite une bonne gauche contre la droite. Je vous invite à la faire reculer en votant pour la liste initiée par le Front de Gauche conduite par Pierre Laurent et soutenue par Jean-Luc Mélenchon et Marie George Buffet en Ile de France ou partout en France en votant pour les listes de large rassemblement auxquelles le Parti de Gauche participe.